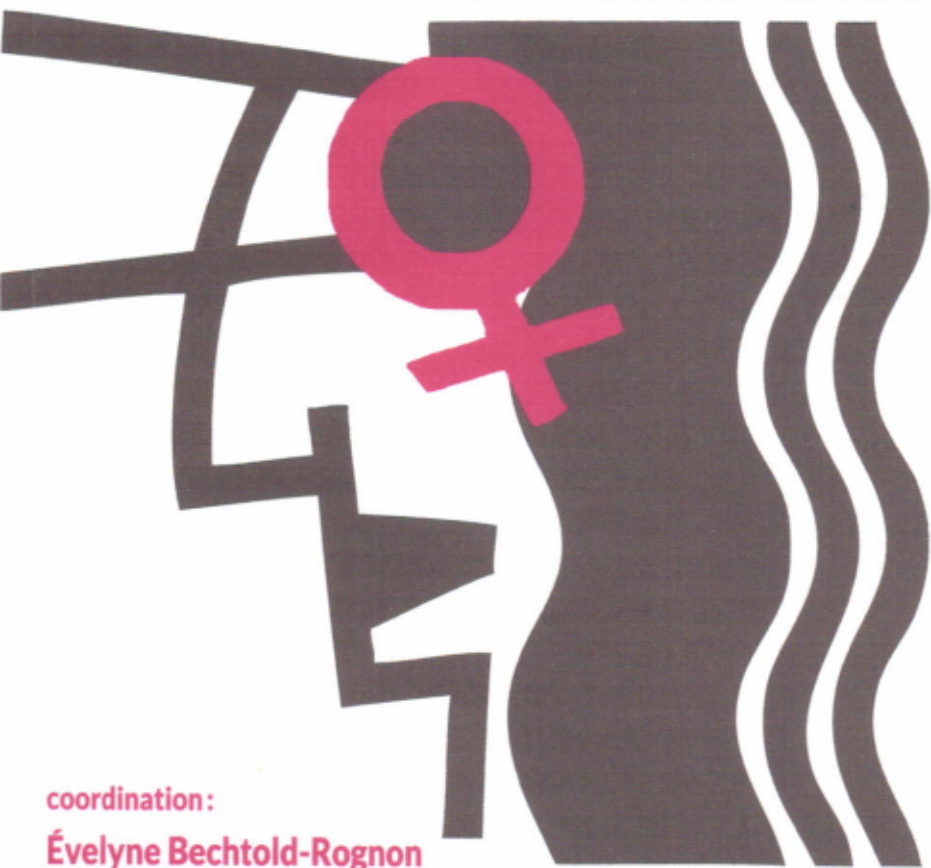


TOUTES À Y GAGNER

VINGT ANS DE FÉMINISME INTERSYNDICAL



coordination:

Évelyne Bechtold-Rognon

Nina Charlier

Annick Coupé

Élodie De Coster

Sigrid Gérardin

Cécile Gondard-Lalanne

Clémence Helfer

SYNTHÈSE
SYLÉPSE

de travail sans remise en cause du temps partiel contraint. Tout va donc dépendre très largement de la capacité des femmes, dans le mouvement syndical, d'agir ensemble, en lien avec d'autres femmes du mouvement social, pour contraindre gouvernement, patronat, mais aussi dirigeants syndicaux à prendre en considération la surreprésentation des femmes parmi les précaires, et les chômeurs. Un long chemin reste à parcourir.

MOUVEMENT OUVRIER ET MOUVEMENT FÉMINISTE (1998)

FRANÇOISE PICQ¹

Il y a des moments où, dans l'histoire, le féminisme devient un mouvement social: les femmes se retrouvent pour défendre leurs intérêts communs; elles se constituent comme un groupe social, en sujets de l'histoire. Souvent d'ailleurs, leurs luttes prolongent des mouvements démocratiques ou révolutionnaires. La France en a connu un certain nombre: 1789, 1830, 1848, 1871.

LE FÉMINISME OCCIDENTAL: DEUX VAGUES PRINCIPALES

On peut dire qu'il y a deux vagues principales dans l'histoire du féminisme occidental. La première est la lutte pour l'égalité des droits et s'est achevée, en ce qui concerne la France, par la victoire de 1944-1946. La deuxième, plus proche de nous, celle des années 1970, est un mouvement qui posait le problème en terme de liberté ou plutôt de libération. Elle a abouti à une redéfinition des rôles, du statut et de l'identité des femmes.

Je vais plutôt vous parler de la première vague, et plus particulièrement de la lutte des femmes pour le droit au travail, y compris contre les ouvriers et les syndicats qui s'y sont opposés. C'est l'époque où le mouvement féministe et le mouvement ouvrier se développent parallèlement. Les femmes et les ouvriers ont été les deux exclus de ce qu'on a appelé la «synthèse républicaine de la 3^e République». C'est l'histoire d'une rencontre entre les exclus. Puis celle d'un conflit à propos du travail des femmes et, finalement, d'un divorce qui pèse encore sur notre histoire.

1. Françoise Picq est politologue à Paris 9-Dauphine.

1879, LA RENCONTRE: FÉMINISME OU RÉVOLUTION?

Elle a eu lieu à Marseille en 1879, au congrès ouvrier socialiste, au moment où le mouvement ouvrier se reconstitue après la Commune et pose pour la première fois le problème en terme de classes. À ce congrès, il y a sept femmes dont Hubertine Auclert. Elle dit être là «non parce qu'elle est ouvrière mais parce qu'elle est femme, c'est-à-dire exploitée, esclave déléguée de 9 millions d'esclaves». À ce congrès, Hubertine Auclert propose aux prolétaires, au nom des femmes, «un pacte offensif et défensif contre l'opresseur commun». Elle réussit à faire inscrire dans le programme socialiste le principe de l'égalité des sexes, le droit au travail et la liberté de choix des femmes. Hélas, la lune de miel n'a pas duré longtemps. En fait, dans cette alliance conclue entre les femmes et les prolétaires, il y avait une ambiguïté que le Parti socialiste avait acceptée «considérant l'avantage qu'il y a pour les prolétaires à se ménager le concours des femmes dans sa lutte contre les privilèges». Il a éludé la question essentielle posée par Hubertine Auclert : est-ce que les droits des femmes font partie des réformes à obtenir dans la société actuelle, à inclure dans le programme minimum du Parti socialiste, ou est-ce que c'est un changement fondamental qui ne peut être réalisé que par la révolution? Pour Hubertine Auclert, les choses sont claires: les prolétaires possèdent le bulletin de vote, ils ont la force du nombre, et donc ils doivent aider à l'émancipation des femmes. Les femmes ne doivent pas se contenter de promesses pour l'avenir. Elles doivent «se méfier de ceux qui, tout en prônant leur égalité dans le futur, s'opposent dans le présent à ce qu'elles apportent leurs idées, leurs conceptions, leurs goûts pour l'arrangement de ce monde futur».

Mais, pour beaucoup de socialistes (notamment les guesdistes), les femmes devraient se contenter de la promesse de leur égalité dans un monde futur et participer au combat commun pour la révolution qui seule permettrait d'obtenir une égalité non seulement formelle mais réelle. Revendiquer des droits dans la société actuelle, croire cette société capable de se réformer, capable d'être juste, ce serait mettre en doute l'urgente nécessité de faire une révolution qui doit mettre fin non seulement à l'inégalité de droit mais aussi à sa cause: la dépendance économique.

Les droits des femmes sont inscrits dans la plate-forme électorale de réformes du Parti socialiste, mais sans conviction. Les femmes qui revendiquaient leurs droits étaient suspectes d'attachement à des droits

formels, bourgeois. C'est ainsi que la candidature de Léonie Rouzade aux élections municipales en 1881 dans le 10^e arrondissement a été dénoncée par les guesdistes comme étant une excentricité qui couvrait le parti de ridicule. Ce conflit a été le prétexte à une scission dans le Parti socialiste entre les guesdistes et les broustistes en 1882, le grand schisme du Parti socialiste qui a duré jusqu'en 1905. Le problème des femmes avait été le centre concret d'une question abstraite, réforme ou révolution, sur laquelle le parti se scindait.

Entre 1879 et 1905, date de la réunification de la SFIO sous Jean Jaurès, de nombreux groupes féministes-socialistes se sont succédé. Ces groupes avaient une conception socialiste du féminisme et pesaient sur le Parti socialiste pour lui faire prendre en considération les problèmes et revendications des femmes. Devant l'échec de ces tentatives, ces groupes finissaient par s'en détacher, les uns après les autres. Il y a eu le Suffrage des femmes d'Hubertine Auclert, l'Union des femmes en 1880, puis la Solidarité des femmes en 1891 avec Madeleine Pelletier. Le groupe féministe-socialiste d'Élisabeth Renaud et Louise Saumonneau, de 1899 à 1905, était beaucoup plus socialiste que féministe et se proposait d'organiser, sur une base socialiste, les femmes de la classe ouvrière dont «la faible conscience freinait la lutte des hommes».

Les droits des femmes n'étaient presque jamais mentionnés dans les programmes électoraux et les professions de foi socialistes. Il faut dire que cela n'aurait pas été un très bon argument électoral puisque seuls les hommes étaient des électeurs. Quelques rares socialistes indépendants comme Sembat, Viviani, Millerand, Jaurès aussi, ont pris position en faveur de l'égalité des sexes. Pour les autres, les droits des femmes n'étaient pas une priorité, ou bien c'étaient des droits formels qui n'avaient d'autre utilité que de faire comprendre, aux femmes comme aux prolétaires, qu'il fallait une véritable révolution pour qu'ils deviennent réalité. Les femmes qui persistaient à revendiquer ces droits, ici et maintenant, faisaient preuve d'un attachement à des principes dépassés, à des principes bourgeois.

LE TRAVAIL DES FEMMES: UNE CONCURRENCE QUI FAIT PEUR

Les féministes se battaient pour le droit au travail et pour les droits civiques. Il fallait que les femmes conquièrent la possibilité de travailler, de toucher un salaire, de se syndiquer sans autorisation de leurs maris. Elles luttèrent aussi pour l'ouverture des professions. C'était la période

des pionnières: la première femme médecin, la première avocate, la première à occuper une chaire à l'Université; mais aussi la première femme cochère qui a dû se battre physiquement pour avoir son espace sur le macadam. Et puis, surtout, c'est la période où les femmes qui le peuvent envahissent massivement le marché du travail salarié et où se développent très rapidement les professions féminisées du tertiaire: les secrétaires, les institutrices, les demoiselles des Postes, ce qu'on appelait à l'époque le «prolétariat intellectuel des femmes» (Charles Turgeon).

La question du travail des femmes est l'une des plus cruciales qui se pose au mouvement ouvrier sous la 3^e République. Elle est débattue longuement dans les congrès ouvriers où il n'y a pratiquement pas de femmes, et encore moins qui prennent la parole. Il y a, entre autres, deux positions qui divisent les socialistes. Pour les proudhoniens qui sont majoritaires parmi les syndicalistes, la place des femmes est au foyer. Ils redoutent la concurrence des femmes. Elles sont moins payées que les hommes et pourraient donc provoquer une baisse des salaires. Par ailleurs, comme maris, comme chefs de famille qui tirent leur pouvoir du fait qu'ils font vivre leur famille, ils ne veulent pas de l'égalité de salaire entre hommes et femmes. Ils croient ainsi lutter contre l'évolution capitaliste qui s'appuie sur le travail des femmes et des enfants.

De l'autre côté, les collectivistes marxistes défendent théoriquement «la femme, compagne de nos luttes économiques et politiques pour le relèvement des salaires et l'émancipation du travail». Mais, de fait, ces socialistes-là s'intéressent peu à la condition des ouvrières. Pour en parler, les femmes socialistes doivent passer par d'autres supports. C'est dans le quotidien communiste *La Fronde* (pendant sept ans, il a été le seul journal dirigé et composé uniquement par des femmes), qu'Aline Vallette, qui était secrétaire permanente du Parti ouvrier français, a tenu pendant des années la rubrique du travail. Après sa mort, c'est Marie Bonneval qui a continué. De fait, il y a eu plus d'ouvrières au Congrès du travail féminin organisé par Marguerite Durand, un congrès féministe, que dans les congrès ouvriers. Ce «Congrès de la condition et des droits des femmes» en 1900, dit de la Gauche féministe, a adopté les revendications sociales suivantes: à travail égal salaire égal, abolition des lois d'exception et de la concurrence du travail des couvents et des prisons, élection des inspectrices du travail, limitation du temps de travail égale pour les deux sexes, assimilation du travail dit domestique

à celui des ouvriers ou employés, congé de maternité de 6 semaines à la charge de l'État.

UN MOUVEMENT SYNDICAL MASCULIN

Le mouvement syndical qui se développe au lendemain de la Commune est légalisé en 1884. C'est un syndicalisme d'action directe: il refuse d'être inféodé aux partis. C'est une spécificité française. En Angleterre, en Allemagne, il y a un lien entre partis et syndicats. En France, il y a autonomie par rapport aux partis. Ce n'est pas un syndicalisme de masse mais un syndicalisme d'élite ouvrière, de défense du métier. Il est donc essentiellement masculin. On peut le voir comme «un système d'assurance mutuelle que les hommes pratiquaient entre eux». C'est ce que dit Julie Daubié, la première bachelière qui a gagné, *ex-æquo* avec Proudhon, le prix de l'Académie française en menant la première grande enquête sociologique intitulée: «La femme pauvre au 19^e siècle.» Effectivement, certains syndicats accordaient, par exemple, une indemnité de 2 francs par jour pour tout ouvrier qui se mettait en grève pour empêcher l'introduction d'une femme dans les ateliers. Madeleine Guilbert, qui a fait un gros travail sur les femmes et les organisations syndicales, a recensé, entre 1890 et 1908, 54 grèves d'hommes dans le seul objectif d'empêcher que les femmes entrent dans les ateliers². En 1901, il n'y avait que 75 syndicats mixtes (et 36 syndicats féminins), soit dans les industries à main-d'œuvre féminine, soit dans les branches où les syndicats refusaient d'admettre les femmes. En 1911, il y a 162 syndicats de femmes (regroupant 22% des syndiquées).

Marie Bonneval, qui était syndiquée à la CGT mais n'arrivait pas à faire prendre en compte la question des ouvrières, a impulsé la création de syndicats féminins: le syndicat des fleuristes-plumassières, celui des femmes dactylographes, celui des caissières-comptables, des sages-femmes, et surtout le syndicat des femmes typographes qui est entré en conflit ouvert avec le syndicat du livre dont on connaît l'antiféminisme violent.

Pour être complète, je voudrais signaler qu'il y a d'autres syndicats féminins dont il faudrait parler, moins connus mais intéressants tout de même. Par exemple, les syndicats libres féminins de l'Isère qui se développent en marge du féminisme comme du syndicalisme. Fidèles

2. M. Guilbert, *Les Femmes et l'organisation syndicale avant 1914*, Paris, CNRS, 1964.

au principe du catholicisme social, ils préconisent le dialogue avec le patronat et la défense de la famille. Ces syndicats collaborent avec la CFTC depuis 1919, y adhèrent en 1936 et y ont animé une commission féminine.

QUELQUES CONFLITS HISTORIQUES

L'AFFAIRE BERGER-LEVRAU

À Nancy, en 1902, une grève d'hommes avait obtenu le renvoi des femmes du journal *La Raison*. Quelques temps après, le syndicat des femmes typographes envoie symboliquement sept femmes pour remplacer des ouvriers grévistes. Il est exclu de la Bourse du travail mais s'adresse à l'autorité administrative et obtient sa réintégration par une décision du Conseil d'État en 1905, ce que les syndicats ne lui ont jamais pardonné. Pour leur part, les syndicats ne dédaignaient pas de faire appel à l'État contre le travail des femmes. C'est ainsi qu'ils ont obtenu des mesures protectrices contre le travail des femmes, notamment l'interdiction du travail de nuit et une limitation de la journée de travail plus importante que celle des hommes. Ces lois, qui sont maintenant considérées comme des acquis menacés, avaient été obtenues à l'époque avec le concours de la bourgeoisie puisqu'il s'agissait de lutter contre la dissolution de la famille ouvrière, un danger pour la moralité, pour l'ordre social et pour la démographie. Pour les ouvriers, c'était le moyen de lutter contre la concurrence du travail féminin. Cette interdiction du travail de nuit des femmes a été utilisée pour empêcher les femmes de travailler, dans l'industrie de la presse par exemple. Les féministes ont condamné ces mesures de protection qui infériorisaient le travail féminin. C'est à cause de cette loi que le grand quotidien féministe *La Fronde* disparaîtra après plusieurs condamnations.

L'AFFAIRE EMMA COURIAU

Elle est très importante, très symbolique, et beaucoup plus connue. Typote payée au tarif syndical, elle arrive à Lyon avec son mari Louis, également typographe. Tous deux demandent leur adhésion à la section lyonnaise du syndicat du livre laquelle refuse Emma (le syndicat du livre n'accepte pas les femmes), et exclut Louis, coupable d'avoir accepté que sa femme exerce ce métier. De plus, elle obtient, par une menace de grève, le renvoi d'Emma par le patron. Il y a alors une mobilisation pour défendre les Couriau, mobilisation organisée par des féministes, principalement par la Fédération féministe universitaire du

sud-est animée par des institutrices féministes socialistes. Le groupe des femmes socialistes refusa de prendre parti parce qu'il souhaitait «rester un mouvement de classe» et surtout «rassurer les camarades hommes». Parce que cette affaire était particulièrement scandaleuse, le débat est extrêmement animé dans la presse syndicale et on voit très clairement une certaine évolution de l'opinion du mouvement syndical à l'égard du travail des femmes et de la nécessité de les admettre dans les syndicats. Malheureusement, cette évolution est bloquée par la guerre de 1914. Après cette guerre, les choses changent énormément: le syndicalisme s'ouvre aux travailleurs non-qualifiés, et donc aux femmes. Mais il est évident que cette histoire a laissé des traces. Les rapports entre hommes et femmes dans les syndicats en restent marqués pour très longtemps.

LE DIVORCE

LA THÉORIE DU « FÉMINISME BOURGEOIS »

En 1907, la Conférence internationale des femmes socialistes de Stuttgart décide, sous l'impulsion de Clara Zetkin et malgré l'opposition de Madeleine Pelletier, que «les femmes socialistes ne veulent pas s'allier au féminisme de la bourgeoisie». En 1910, la Conférence internationale de Copenhague décide, sur la même ligne politique, la création dans tous les pays de groupes de femmes socialistes ainsi que la célébration annuelle d'une journée internationale des femmes où la revendication du droit de vote serait «éclairée conformément à la conception socialiste d'ensemble de la question des femmes» (et non pour commémorer une grève des couturières new-yorkaises, qui n'a jamais existé et qui a été inventée en 1955, c'est encore toute une histoire à raconter...). À la suite de cette décision est créé en janvier 1913 le groupe des femmes socialistes au sein du parti. Il fallait la carte de membre pour venir à l'assemblée constitutive. Il n'empêche, un certain nombre de féministes firent partie de ce groupe, en particulier Marie Bonneval et Hélène Brion³. Cependant, c'est la ligne antiféministe de Louise Saumonneau qui a triomphé. Pour elle, le féminisme est bourgeois parce qu'il prône la solidarité de sexe à la place de la lutte des classes. Il y a une barrière, une ligne de classe infranchissable entre les femmes. Toutes celles qui pensent autrement sont des bourgeoises, même si elles sont au parti, et même si ce sont des ouvrières. Par exemple, Marguerite Martin disait:

3. H. Brion, *La Voie féministe, les partis d'avant-guerre et le féminisme*, Paris, Syros, 1978.

«Il faut mener deux combats : l'un sur le terrain de la lutte des classes, l'autre pour l'émancipation des femmes, aux côtés des bourgeoises, chaque fois que notre lutte est commune.» Pour Hélène Brion, il existait «du fait de l'organisation masculiniste de ce monde, une solidarité féministe». «Il faut continuer le combat féministe à côté et en marge du combat socialiste», disait-elle.

Pour Suzon (Suzanne Lacorre qui sera secrétaire d'État pendant le Front populaire) au contraire «il faut laisser de côté tout ce qui n'est pas le combat prolétarien...». Les femmes ne doivent plus «batailler contre la toute-puissance des moustaches et des barbes. Il faut se dévouer sans compter, apporter des réserves intactes d'enthousiasme, de courage, d'allègres espérances», se soumettre sans discuter au parti, à son idéal, à sa pensée virile.

La phobie du féminisme est telle, au Groupe des femmes socialistes, qu'elle amène à prendre le parti des hommes qui contestent le travail des ouvrières. Quand une grève ouvrière est soutenue par des féministes, c'est l'indice, selon les femmes socialistes, de la faible conscience de classe de ces ouvrières. Si les hommes refusent d'admettre les femmes dans les syndicats, il ne faut surtout pas qu'elles créent leurs propres syndicats. Cela favoriserait l'influence bourgeoise. Le groupe des femmes socialistes subordonne ses revendications au parti, refusant tout conflit avec lui. Ni groupe de pression en son sein, ni moyen de recruter pour lui, il ne servait à rien. Résultat : avant la guerre de 1914, il n'y avait plus que 2 à 3% de femmes parmi les socialistes, alors qu'en Allemagne, à la même époque, il y avait 175 000 adhérentes, soit 11 à 16% d'un parti beaucoup plus nombreux qu'en France.

Pour conclure, cette théorie du féminisme bourgeois a très certainement stérilisé le mouvement ouvrier. Cela a duré bien au-delà de la guerre de 1914, au-delà de la création du Parti communiste en 1920, et jusqu'au mouvement féministe des années 1970.

MARIE BONNEVIAL, MARGUERITE DURAND, HÉLÈNE BRION...

Pour comprendre de quoi il s'agit, il faut savoir à qui cette théorie s'adresse en premier lieu, qui incarne le «féminisme bourgeois» à chaque poussée d'antiféminisme socialiste : il y a eu les syndicats féministes de Marie Bonneviel et Marguerite Durand ; il y a eu Hélène Brion et les féministes du Groupe des femmes socialistes qui soutenaient le droit au travail des ouvrières, y compris contre les syndicats. Et puis,

comme par une contagion, les femmes socialistes qui persistent dans cette volonté de solidarité féministe par delà l'opposition des classes ; celles qui refusent la ligne sectaire, antiféministe de l'Internationale et du Groupe des femmes socialistes.

L'enjeu du débat, ce sont les ouvrières. Doivent-elles être mobilisées sur une base de classe en tant qu'ouvrières, ou en tant que femmes sur une base de sexe ? Ou bien doivent-elles, comme disait Hélène Brion, «ajouter à l'exploitation de classe le douloureux malentendu des sexes?».

Le cas d'Hélène Brion (1882-1962) est particulièrement intéressant. Elle a été institutrice, secrétaire de la Fédération nationale des instituteurs de 1914 à 1917, membre du comité confédéral de la CGT. En 1917, elle a été traduite devant le Conseil de guerre, condamnée pour propagande défaitiste et radiée de l'Éducation nationale jusqu'en 1925. Au congrès de Tours, en 1920, elle est entrée au Parti communiste mais s'en est vite séparée. Pour elle, socialisme et syndicalisme ne suffisent pas parce qu'ils ne s'occupent ni des questions du travail, ni de l'oppression des femmes dans la famille. Ce qui est reproché à Hélène Brion par le milieu syndicaliste ressemble fort à ce que, après 1968, on appelle le gauchisme : c'est son impatience à tout changer, sa rage devant la mauvaise volonté des hommes socialistes à reconnaître réellement les droits des femmes. On lui reproche aussi sa tenue vestimentaire, son excentricité. En fait, ce qu'on n'ose pas dire clairement, c'est qu'on lui reproche sa liberté de mœurs. Elle est en union libre et a deux enfants illégitimes d'un immigré russe. La qualité de mère célibataire n'était alors pas aussi bien admise qu'aujourd'hui et sa volonté de s'affirmer était très mal vue.

LES ANNÉES 1970

LE COMBAT QUI CONTINUE

Le mouvement féministe des années 1970 a peut-être bien repris le combat là où Hélène Brion l'avait laissé. La séparation d'alors d'avec les organisations de la classe ouvrière, c'est la séparation du mouvement féministe du gauchisme du mouvement de 1968. C'est par rapport à l'extrême gauche d'où elles étaient issues que les féministes ont dû affirmer leur autonomie, refusant que la lutte des femmes soit subordonnée à la lutte des classes. C'est à ces organisations qu'elles ont

reproché, comme les féministes du début du 20^e siècle, de ne pas mettre leurs actions en accord avec leurs discours.

On retrouve la même contradiction sur l'analyse de classe qu'en 1914. Pour les féministes des années 1970, il y a l'affirmation qu'il y a des intérêts communs entre toutes les femmes par-delà les divisions sociales. Et c'est à cause de ce point de vue que les féministes ont été, par leurs camarades gauchistes, traitées de petites bourgeoises.

FLORA TRISTAN ET L'UNION OUVRIÈRE (1998)

ELÉNI VARIKAS¹

Je vais me référer à une tradition quelque peu oubliée dans le mouvement ouvrier : celle d'un des premiers appels à la constitution de la classe ouvrière. En 1843, cinq ans avant la publication du *Manifeste communiste* dont on fête les 150 ans cette année, est publiée une petite brochure intitulée *L'Union ouvrière* ; elle appelait les prolétaires à se constituer en tant que classe et à s'organiser en une Union universelle des ouvriers et des ouvrières. L'auteure, Flora Tristan, une femme de 40 ans, entreprend ensuite une longue tournée en France pour convaincre ouvriers et ouvrières, lesquelles sont encore analphabètes en grand nombre, de s'unir dans une action commune contre leur oppression. Ce qui va nous intéresser dans ce texte précurseur dont on parle très peu en ce cent cinquantième du *Manifeste*, ce sont ces deux formules : «se constituer» et l'«union universelle». Ces deux termes nous aident à comprendre pourquoi, au milieu de cette brochure, se trouve un chapitre intitulé : «Pourquoi je mentionne les femmes». Un chapitre qui contient une des dénonciations les plus violentes écrites au cours du 19^e siècle contre le sort de parias fait aux femmes par la tradition historique, la culture, la religion, la science, la société, et même par les parties de la classe ouvrière.

SE CONSTITUER EN TANT QUE CLASSE

Se constituer en tant que classe, comme la bourgeoisie l'avait fait, signifie que la classe ouvrière n'existe pas politiquement sans cette action volontaire, concertée, commune, qui proclame et impose par la force de l'union les droits bafoués de tous ceux et celles qui, comme le dit Flora Tristan, n'ont pas d'autre propriété que leur force de travail. Se constituer en tant que classe est ainsi un acte politique par lequel

1. Eléni Varikas est professeure des universités, sciences politiques, Université Paris 8-Saint-Denis.